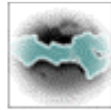




## NOTE DE PRESENTATION



### Middle East & North Africa Region (MENA) - Algeria

#### Les progrès du développement

L'Algérie s'est forgé une solide réputation en ce qui concerne la mise en œuvre des projets dans le cadre des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel entamés en 1994 avec l'appui du FMI et de la Banque mondiale.

De 1999 à 2003, le PIB réel s'est accru en moyenne de 3,8 pour cent par an, et ce principalement grâce à la performance du secteur pétrolier dont la croissance était de 4,3 pour cent au cours de la même période. Le secteur excluant les hydrocarbures et l'agriculture s'est accru de 3,3 pour cent. Quant aux industries privées de fabrication, elles réalisaient l'équivalent de 5 pour cent de croissance réelle en valeur ajoutée. Pour la seule année 2003, la croissance du PIB a atteint 6,8 pour cent, ce qui représente le taux le plus élevé de ces cinq dernières années, et cela peut être attribué à une augmentation de la production pétrolière ainsi qu'à une production agricole exceptionnellement fructueuse facilitée par une saison favorable.

Grâce à l'augmentation des prix du pétrole, le budget et le compte courant, qui auparavant étaient déficitaires, sont excédentaires depuis 2001. Eu égard à une gestion plus serrée de la demande, l'inflation de son côté a chuté, passant de plus de 20 pour cent en 1994, à 2,6 pour cent en 2003. En ce qui concerne les budgets annuels, qui sont en cours de préparation, ils se basent sur une estimation à la baisse des prix du pétrole. En outre, le Fonds de stabilisation des recettes, fondé depuis le milieu de l'an 2000 pour épargner les profits d'aubaine réalisés grâce au pétrole, a permis aux autorités de mettre leurs ressources de côté. Néanmoins, du côté des dépenses, l'Etat a relâché sa position budgétaire en raison du fort taux de chômage (17 pour cent selon les estimations officielles de 2001), de la montée des tensions sociales, et des pressions de plus en plus fortes en faveur de l'utilisation d'importantes réserves épargnées depuis la fin 1999 pour alléger les conditions économiques et sociales. En avril 2001, le gouvernement a lancé un Programme de recouvrement économique (PRE) pour la période de 2001 à 2004, qui vise à lancer la demande globale et la création d'emplois grâce à des investissements privés en infrastructure et au soutien de la production agricole et des PME. Outre les dépenses prévues au budget, le PRE prévoyait des débours de l'ordre de 525 milliards de dinars algériens entre 2001 et 2004, soit environ 13 pour cent du PIB. Les dépenses publiques ont augmenté récemment, d'une part pour la reconstruction nécessaire après le tremblement de terre de mai 2003, et d'autre part pour les élections présidentielles. En conséquence, à cause de l'augmentation des dépenses publiques, le budget du PIB qui était excédentaire en 2000 (de l'ordre de 9,9 pour cent) est devenu déficitaire en 2002 (de l'ordre de 1,3 pour cent). Toutefois on note pour 2003 un excédent budgétaire de 3 pour cent, attribué à des recettes pétrolières plus élevées.

Les indicateurs sociaux de l'Algérie se sont améliorés depuis la dernière décennie, quoique très modérément. Alors qu'en 1995, 14 pour cent de la population était pauvre (environ 4 millions d'habitants), en 2000 le taux a probablement baissé grâce à l'augmentation des dépenses publiques et des transferts sociaux, et grâce aux recouvrements réalisés par le secteur privé (hormis le secteur pétrolier) ; tous ces facteurs ont contribué à l'augmentation des revenus. L'incidence de la pauvreté est plus visible en zones rurales qu'en zones urbaines. L'espérance de vie a augmenté, passant

visible en zones rurales qu'en zones urbaines. L'espérance de vie a augmenté, passant de 56 ans à 71 ans entre le début des années 1970 et l'an 2002, tandis que le nombre de décès d'enfants avant un an passait de 120 à 39 (pour 1000 naissances vivantes). Les améliorations au niveau de l'enseignement ont produit une baisse du niveau d'analphabétisme, qui entre 1990 et 2002 est passé de 36 à 22 pour cent chez les hommes, et de 59 à 40 pour cent chez les femmes.

Malgré un cadre socio-politique défavorable, l'Algérie a réussi une ouverture fondamentale du processus politique avec la fin du système à parti unique et l'adoption de politiques qui encouragent les principes démocratiques tels que la liberté de presse et d'association. Les élections présidentielles d'avril 2004 testeront la solidité des réalisations concernant la mise au point d'une démocratie moderne, alors que des groupes électoraux nationaux et internationaux contrôleront la transparence des élections.

### **Les défis actuels**

Au regard de l'avenir, l'Algérie fera encore face à des défis du développement regroupés sous trois différents types :

Le premier défi est la gestion à long terme des recettes d'hydrocarbures en vue de réduire la vulnérabilité de l'Algérie face à la volatilité des prix du pétrole. Les perspectives de croissance future continueront à être conditionnées par l'évolution du secteur. En outre, l'impact des changements des recettes d'hydrocarbures sur le reste de l'économie sera déterminé en grande partie par l'efficacité avec laquelle l'Etat gèrera ces recettes.

Le deuxième défi concerne l'amélioration de l'environnement des affaires et la réduction du rôle de l'Etat dans la distribution des biens et services. De par ses importantes économies, ses bonnes réalisations dans le domaine de l'éducation, ses ressources abondantes d'hydrocarbures et sa position géographique avantageuse, l'Algérie présente un grand potentiel de croissance rapide et durable même dans les secteurs hors pétroliers. Néanmoins il faudrait un environnement favorable aux affaires pour soutenir le développement d'un secteur privé en plein essor, élément essentiel d'une stratégie en faveur d'une croissance durable et de la création d'emplois. Les éléments suivants ont été cités parmi les principaux obstacles au développement du secteur privé, selon une récente enquête effectuée sur 570 entreprises : le contrôle excessif qu'exerce le secteur public sur l'activité économique ; l'accès difficile à l'industrie immobilière ; la difficulté à regrouper et à fournir des capitaux ; de sérieuses barrières administratives ainsi qu'un accès à l'information très limité ; les défauts des réglementations du travail et la rareté d'une main d'œuvre qualifiée ; une infrastructure inadaptée ; enfin, un système juridique et judiciaire inefficace. C'est ainsi que, malgré les importants progrès réalisés vers la réduction des barrières à l'investissement, les réformes structurelles posent toutefois un énorme défi pour l'avenir. D'importantes réalisations devront être faites dans les domaines suivants : la réforme du secteur bancaire en particulier (avec une meilleure gouvernance, une compétition accrue et la privatisation des banques, favorisées par le développement des marchés financiers) ; la participation du secteur privé dans les infrastructures ; enfin, la privatisation et la restructuration des entreprises publiques. Enfin, la signature en 2002 de l'accord d'association avec l'UE ainsi que les négociations en vue de l'accession à l'Organisation mondiale du commerce, favoriseront l'intégration aux marchés commerciaux internationaux.

Le troisième défi concerne l'amélioration de l'accès aux services publics et la qualité de ceux-ci, ainsi qu'un système judiciaire qui fonctionne bien. Les faiblesses des systèmes d'éducation sont plus frappantes, en raison de contraintes budgétaires et d'une demande croissantes. Celles-ci sont marquées par l'inefficacité de la distribution des ressources, par les inégalités régionales et les inégalités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'accès et les résultats. Les subventions publiques mal ciblées constituent un autre obstacle, même si l'Algérie est près de remplir dans le domaine de l'éducation un bon nombre des conditions posées par les objectifs de développement pour le millénaire. En dépit de l'amélioration des services de santé, les réformes dans ce domaine sont nécessaires pour améliorer l'efficacité, le bon fonctionnement et la qualité de ces services. Parmi les défis on note une transition démographique rapide, la prévalence des

maladies chroniques et infectieuses, et les services de prévention inadéquats dans le cadre de la santé de la femme. Les principaux problèmes qui se posent aux programmes d'assistance sociale sont liés au mécanisme de ciblage inappropriés, ainsi qu'à des systèmes de contrôle inadaptés. Les problèmes de durabilité des systèmes d'assurance se posent, causés à la fois par le rétrécissement des contributions et l'augmentation des prestations. L'accès au logement et aux services sanitaires et d'adduction d'eau demeure critique et affecte principalement les classes moyennes ainsi que les pauvres.

### **L'assistance de la Banque mondiale**

Pour répondre aux défis que posent la croissance, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, la stratégie d'assistance du groupe de la Banque mondiale (CAS)—qui est la carte routière de l'assistance, des prêts et des partenariats pour le développement—est conçue pour soutenir les réformes fondamentales grâce à un programme comprenant les éléments suivants : services analytiques et de conseil ; renforcement des capacités ; prêts adaptés aux demandes ; financement par la SFI ; atténuation des risques par des prêts structurés ; produits dotés de couverture à terme, ainsi que des garanties. D'après les consultations entreprises avec la société civile et les discussions avec le Gouvernement algérien, le pays se trouve face à trois défis pour son développement : (i) l'utilisation de ses réserves de pétrole et de gaz pour le bien-être à long terme de la population algérienne ; (ii) la croissance et la création de l'emploi au sein d'une économie non pétrolière pour profiter de l'augmentation de la main-d'œuvre au cours de la prochaine décennie et éviter les tensions sociales qui pourraient être causées par un chômage croissant ; (iii) la provision de meilleurs services publics pour permettre aux Algériens de participer à l'économie de marché du vingt-et-unième siècle, et d'en bénéficier. Les priorités du groupe de la Banque en faveur d'un appui stratégique reflètent donc ces défis. Il s'agit de l'appui pour : (i) la viabilité fiscale et la gestion des recettes d'hydrocarbures pour établir les bases d'une croissance durable ; (ii) la suppression des contraintes imposées à une croissance mue par le secteur privé, particulièrement les contraintes affectant l'environnement des affaires ; (iii) enfin, les efforts du Gouvernement pour l'articulation et la mise en œuvre d'une stratégie pour l'amélioration de services répondant aux besoins pressants de la population – en particulier les services d'adduction d'eau, le logement, les services environnementaux tels que la gestion des ordures ménagères, et le développement humain. La SFI complètera l'appui de la Banque grâce au développement du secteur financier, à l'appui aux PME, à la promotion des investissements privés en infrastructure, et au soutien des efforts de l'Etat en matière de privatisation.

Tous les montants sont en équivalents de dollars US

**Août 2004**

Pour de plus amples informations veuillez contacter :

A *Washington*: Sereen Juma, Tél: 1 (202) 473-7199; Fax: 1 (202) 522-0003;

Email: [Sjuma@worldbank.org](mailto:Sjuma@worldbank.org)